



SEANCE DU BUREAU DU 5 MARS 2020
DECISION N° 2020-056- DB

Date d'affichage : 6 mars 2020		Le cinq mars deux mille vingt à 14 heures 00, les membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, le vingt sept février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	19	Membres présents en séance :
Excusé(s) :	3	Présents : (19)
dont pouvoir(s) :	2	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAUT, Eric MOUSSERION, Guy BERTIN, Sophie SARAMITO, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jacky BOUCHENOIRE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU, Jean-Marie POIRON.
Absent(s) :	1	
Nombre de votants :	21	
Secrétaire de séance :		Excusé(s) : (3)
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Anatole MICHEAUD, Jean-Luc LHEMANNE
		Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (2)
		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Jean-Luc LHEMANNE à Sophie TUBIANA
		Absent(s) : (1)
		Rodolphe MIRANDE

CONVENTION RELATIVE À L'UTILISATION D'UN POINT D'EAU SITUÉ SUR LE SITE DE LA STATION D'ÉPURATION DE BELLEVUE POUR LA LUTTE INCENDIE DU CENTRE D'ENVIRONNEMENT DE BELLEVUE - RENOUELEMENT DE LA CONVENTION

La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (CASVL) est propriétaire du Centre d'Environnement de Bellevue situé à Saint Lambert des Levées. La gestion du site, comprenant une déchèterie, un centre de transfert des déchets ménagers et assimilés, et des plateformes de stockage de déchets verts, déchets inertes et verre, est confiée à la SPL Saumur Agglopropreté, dans le cadre du Contrat de quasi-régie pour l'exploitation du service public de gestion des déchets.

D'autre part, la CASVL est propriétaire de la Station d'épuration de Bellevue, située à Saint Lambert des Levées, à côté du Centre d'Environnement de Bellevue. La gestion de la station d'épuration est assurée par un délégataire, la SAUR.

En cas d'incendie sur le Centre d'Environnement de Bellevue, les réserves d'eau contenues dans les clarificateurs de la station d'épuration peuvent être utilisées par le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Une convention tripartite, conclue en 2014, avait pour objet de définir les conditions de mise à disposition et d'utilisation de ces réserves d'eau.

La convention précédente a pris fin au terme du contrat d'exploitation du service de gestion des déchets. Il y a donc lieu de la renouveler dans le cadre du nouveau contrat.

Modalités

La SAUR, délégataire en charge de l'exploitation de la Station d'épuration de Bellevue, donne son accord pour l'utilisation des réserves d'eau contenues dans les clarificateurs en cas d'incendie sur le Centre d'Environnement de Bellevue et en laisse le libre accès pour les services de secours.

La SPL Saumur Agglopropreté s'engage à réparer les dégradations dont l'occupation par les services de lutte contre l'incendie serait à l'origine.

La convention ne prévoit aucune contrepartie financière entre les signataires.

Elle prend effet à sa date de signature et prendra fin à l'échéance des contrats d'exploitation des sites.

Il est demandé au Bureau de bien vouloir approuver les termes de la décision ci-après.

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Vu la délibération n° 2017-013 DC du 2 février 2017 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions, complétée et modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

Vu l'avis de la Commission Environnement, Déchets et Transition énergétique du 27 février 2020 ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est propriétaire des deux sites (Centre d'Environnement de Bellevue et Station d'épuration de Bellevue) et qu'elle en a confié la gestion respectivement à la SPL Saumur Agglopropreté et à la SAUR ;

Considérant le nouveau contrat d'exploitation du Centre d'Environnement de Bellevue avec la SPL Saumur Agglopropreté depuis le 1^{er} janvier 2020 ;

Considérant les prescriptions faites par les Services Départementaux de Secours et d'Incendie dans le cadre de la lutte incendie sur le Centre d'Environnement de Bellevue ;

Considérant que les réserves d'eau contenue dans les clarificateurs de la Station d'épuration de Bellevue peuvent facilement être utilisées en cas d'incendie sur le Centre d'Environnement de Bellevue, et ce, sans préjudice pour l'exploitation du site ;

Aussi,

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- **D'APPROUVER** la convention tripartite relative à l'utilisation d'un point d'eau situé sur le site de la station d'épuration de Bellevue pour la lutte incendie du Centre d'Environnement de Bellevue, entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, la SAUR et la SPL Saumur Agglopropreté, sans contrepartie financière entre les signataires, qui prend effet à sa date de signature et prendra fin à l'échéance des contrats d'exploitation des sites ;

- **D'AUTORISER** le Président à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant,

- **D'AUTORISER** le Président à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Le Bureau est invité à en délibérer.

Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 21 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs
du 1er trimestre 2020



[Signature]
Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	3 Domaine et patrimoine	3.5 Actes de gestion du domaine public – 3.5.8 Autres
-------------------	-------------------------	---

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »